



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Allocution devant le Comité des Dix

Dr. Donald Kaberuka

Président

Événement : Réunion du Comité des ministres des Finances et des gouverneurs
des banques centrales (Comité des Dix)

Abuja, Nigeria

14 juillet 2009

La dynamique née de la réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales à Tunis en début de crise a été maintenue grâce aux travaux du Comité des dix, créé pour donner suite à cette réunion.

Depuis lors, nous nous sommes réunis à deux reprises – au Cap, en janvier, et à Dar-es-Salaam, en mars. Nous avons défini et formulé des propositions qui ont été soumises au G20, à Londres. Depuis, à l’occasion de différents forums, la position adoptée par ce Comité a servi de fil conducteur à nos contributions et à nos échanges avec les partenaires du développement et la communauté internationale en général.

Pour cette troisième session, je propose de poursuivre les objectifs suivants :

- En premier lieu, réaliser une évaluation à jour de la situation économique : le département de notre Économiste en chef a effectué une telle analyse à notre intention ; les contributions de vos capitales, transmises par nos bureaux extérieurs, se sont révélées précieuses à cet égard.
- En deuxième lieu, dresser un état des lieux de la situation depuis le Sommet du G20 à Londres et des décisions prises, en particulier celles ayant des incidences pour les pays à faible revenu.
- En troisième lieu, débattre de nos propositions et préoccupations dans la perspective du G20 qui se tiendra à Pittsburgh.

Permettez-moi de développer brièvement ces points. Au début de la crise financière, il était impossible de savoir précisément comment, quand et dans quelle mesure le continent africain serait touché. Tout au long de l’année écoulée, on n’a cessé de revoir les prévisions. La situation est évolutive : l’impact de la crise s’est fait sentir plus rapidement que ce qui avait été anticipé, et ce par différents canaux.

Les différentes régions d’Afrique n’ont pas été touchées de la même manière ni dans la même mesure – et ce n’est pas une surprise. La structure des économies, la dépendance à l’égard des flux financiers étrangers et la capacité à prendre des mesures pour faire face à la crise ont été autant de facteurs déterminants.

Ce qui a surpris, c’est la manière dont des économies bien gérées mais tributaires de minerais tels que les diamants ou le cuivre ont été touchées.

Notre indice de vulnérabilité montre un noyau d’environ 26 pays dont les perspectives de croissance se sont considérablement assombries cette année. Les autres pays affichent des degrés divers de résilience – même si l’on ne sait pas combien de temps ils pourront résister.

Cela dit, même si le continent africain a fait preuve d'une résilience remarquable, qui aurait été impensable il y a 15 ou 20 ans, les perspectives de croissance demeurent très fragiles, sauf dans une vingtaine de pays.

Le Sommet du G20 à Londres a pris l'engagement d'adopter des mesures fortes, à titre collectif, pour rétablir la croissance mondiale et la confiance dans le marché financier international. Un premier train de mesures a été mis en œuvre pour limiter les dégâts autant que faire se peut et préserver les acquis dans les économies émergentes et les pays à faible revenu.

Des décisions ont été prises en vue d'accroître substantiellement les ressources du Fonds monétaire international, avec l'engagement de renforcer la position financière des banques multilatérales de développement.

Dans le droit fil de ce Sommet, qui a exhorté les institutions financières internationales à multiplier les mesures pour faire face à la crise, j'ai le plaisir de vous informer qu'à la Banque africaine de développement, nous avons adopté de nouvelles politiques anticycliques, introduit des instruments de décaissement plus rapides et engagé d'emblée d'importantes ressources concessionnelles.

Comme vous pouvez le voir dans les documents en votre possession, la Banque doit répondre à une augmentation sans précédent des demandes de financement. Pour 2010, les demandes reçues s'élèvent déjà à 7,7 milliards de dollars. Les fonds octroyés par le Groupe devraient atteindre au total 10,8 milliards de dollars en 2009, dont 8,3 milliards concernent des transactions souveraines au titre notamment de l'appui budgétaire et d'autres programmes liés à la crise.

Pour répondre à l'appel en faveur des pays à faible revenu, les ressources de notre guichet concessionnel ont été massivement engagées dès le début, à savoir fin 2009. De fait, 80 % des ressources disponibles pour le cycle du FAD seront engagées et la moitié des pays FAD auront utilisé l'intégralité de leur allocation. Pour combler le déficit de financement du commerce, nous avons mis en place une facilité d'un milliard de dollars, dont la moitié est mise en commun avec la SFI. Le Président de la Banque mondiale et moi-même avons lancé le processus d'accord à Genève, lundi dernier. Il s'agit là d'un engagement important de la Banque.

Nous avons répondu à la demande accrue d'appui budgétaire en accordant des financements sans précédent. Je me félicite donc de l'engagement pris au G20, réaffirmé la semaine dernière au G8, de se tenir prêts à apporter, selon les besoins, des ressources concessionnelles et en capital supplémentaires. De fait, les discussions à cet égard et les travaux de préparation technique ont déjà

commencé. En particulier, il est indispensable de reconstituer rapidement les fonds du guichet concessionnel et d'accorder l'attention requise à l'augmentation générale de capital de la Banque.

La réunion du G20 à Pittsburgh sera essentielle pour donner l'impulsion nécessaire aux décisions prises à Londres. Notre première préoccupation sera celle du reste du monde : renouer avec la croissance.

Mais, par-dessus tout, les préoccupations que nous exprimerons à Pittsburgh se résument en cette phrase prononcée par un éminent dirigeant africain : « La réunion du G20 à Londres a permis de progresser considérablement sur les questions mondiales et les préoccupations des marchés émergents. Pittsburgh doit aller plus loin et accorder une place plus importante aux problèmes non résolus des pays à faible revenu ». Il s'agit donc de veiller à ce que les besoins des pays à faible revenu en matière de ressources soient satisfaits pour empêcher tout dérapage. Il faut pour cela :

- Que les ressources du FMI parviennent effectivement aux pays qui en ont besoin, de manière plus rapide et plus souple ;
- Que l'engagement d'atteindre les OMD et les engagements pris à Gleneagles et avant ce sommet soient respectés et qu'un cadre de responsabilité clair soit mis en place ;
- Que les BMD soient dotées des ressources nécessaires pour jouer un rôle anticyclique ;
- Que les négociations commerciales du cycle de Doha reprennent et que les discussions sur le climat à Copenhague aboutissent.

Par conséquent, le communiqué de la présente réunion doit être clair et sans équivoque : nous mettrons tout en œuvre, à notre niveau, sur le continent africain, pour maintenir la dynamique. Nous continuerons d'appliquer les politiques et les réformes de la gouvernance qui ont permis de renforcer notre résilience. Nous continuerons d'améliorer le climat des affaires dans la perspective de la reprise et du retour des flux d'investissement, mais l'ampleur des crises en cours exige une action complémentaire énergique de la part de la communauté internationale. C'est une question de volonté politique et c'est la raison pour laquelle nous sommes aujourd'hui réunis : pour mobiliser la volonté politique nécessaire afin de définir les mesures que nous devons prendre à notre niveau et les mesures que devrait prendre le G20.

Une fois encore, je tiens à vous assurer que la Banque africaine de développement continuera de contribuer à ce processus, en s'appuyant sur sa capacité de mobilisation et de sensibilisation ainsi que de ses modestes ressources à l'appui de vos efforts et de ceux que déploie la communauté internationale pour relever ce défi de notre époque.

Je vous remercie.